



Assemblée générale Conseil de sécurité

Distr.
GENERALE

UN LIBRARY

JUL 26 1983

UN/SA COLLECTION

A/38/306
S/15880 ✓
22 juillet 1983

ORIGINAL : FRANCAIS

ASSEMBLEE GENERALE
Trente-huitième session
Point 33 de l'ordre du jour provisoire*
QUESTION DE PALESTINE

CONSEIL DE SECURITE
Trente-huitième année

Lettre datée du 18 juillet 1983, adressée au Secrétaire général par
le Président du Comité pour l'exercice des droits inaliénables
du peuple palestinien

En tant que Président du Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien, j'ai été à plusieurs reprises obligé d'exprimer la préoccupation du Comité au sujet des mesures prises par le Gouvernement israélien dans le cadre de sa politique implacable d'implantation de colonies juives dans les territoires occupés de la rive occidentale.

Je tiens maintenant à vous faire savoir que les autorités d'occupation ont encore pris de nouvelles mesures qui ont aggravé les tensions qui existaient déjà dans la région immédiate et qui peuvent donc constituer une menace pour la paix internationale.

Il a été signalé dans le New York Times du 11 juillet 1983 que le Gouvernement israélien a l'intention de donner suite à la décision qui a été prise de restaurer un quartier vieux d'Hébron pour y installer des colons juifs malgré la résistance de la population arabe locale. A cet égard, je me dois de souligner que cette politique revêt un caractère exceptionnel dans la mesure où des colonies de peuplement seront désormais situées dans le centre même de la ville d'Hébron et non à la périphérie, et seront entourées de quartiers arabes établis de longue date.

Cette politique a exacerbé les tensions et a donné lieu à de nombreuses manifestations de violence et autres actes connexes dans la ville : l'incendie de 90 p. 100 environ des étalages arabes dans le marché de la ville; la destitution du maire par intérim de la ville, Mustafa Natshe, fait qui a été approuvé par le cabinet israélien le 10 juillet 1983.

* A/38/150.

Le Comité juge qu'il est de son devoir d'exprimer sa plus vive inquiétude devant cette nouvelle mesure prise par Israël qui, d'après des informations parues dans la presse, a été critiquée même à l'intérieur du pays. A ce propos, le New York Times du 12 juillet 1983 cite une déclaration officielle du parti travailliste de l'opposition en Israël, dont le texte est le suivant : "toute tentative visant à créer une ville mixte à Hébron à l'encontre des vœux exprimés par la population arabe causera des souffrances pendant des générations".

En conclusion, permettez-moi de vous signaler que ces renseignements vous sont communiqués afin de vous tenir au courant de l'intensification des activités menées par Israël contre les Palestiniens qui vivent sous occupation israélienne. En conséquence, je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre comme document de l'Assemblée générale, au titre du point 33 de l'ordre du jour provisoire et du Conseil de sécurité.

Le Président du Comité
pour l'exercice des droits inaliénables
du peuple palestinien,

(Signé) Massamba SARRE
